



CARREFOUR D'ANIMATION ET

DE PARTICIPATION A UN MONDE OUVERT

435 Du Roi, Québec, QC G1K 2X1

418-525-6187 poste 221 / carrefour@capmo.org



ÇA ROULE AU CAPMO

www.capmo.org

Juin 2025

Vol. 26, n° 10

Prophéties autoréalisatrice

Dans la jungle qu'est devenu le monde, les visions millénaristes de différentes religions se heurtent et se conjuguent dans une compétition du pire où la raison semble avoir perdu tout repère.

Les différents livres saints ne constituent plus des recueils de sagesse, mais de vulgaires objets de propagande visant à séparer l'humanité pour nous faire croire que certains sont les élus d'un dieu sanguinaire qui ne rêve que d'exterminer les rivaux de ses petits chéris.

Pendant que Buddha a rejoint la lumière éternelle et que Jésus se promène avec un sac en papier sur la tête pour cacher sa honte, nos gouvernements semblent impuissants à rompre tous liens commerciaux avec l'innommable.

Pour Ramon Grosfoguel, sociologue américain d'origine porto ricaine, nous sommes entrés dans une ère démonique où les différents despotes rivalisent dans leur cruauté pour arriver à leurs fins, sans égard pour la vie d'autrui.

Les droits humains et la charte des Nations unies sont en train de

s'éteindre sous nos yeux. Le verni d'apparat d'un Occident civilisé et démocratique est terni à jamais parce que nous ne sommes pas dignes des valeurs que nous proclamons. Pour nous désormais, il n'y a que le dieu Argent, si cela permet d'accroître la croissance, pourquoi faudrait-il s'en priver ?

Or, les images de Gaza ne mentent pas, ce ne sont pas des mises en scène, mais le triste tableau de la vengeance inhumaine et surtout de la punition collective de tout un peuple depuis 1948. Leur nom n'étant pas inscrit dans le gros livre des ancêtres, ils doivent tout simplement disparaître.

Depuis longtemps, les puissants ont instrumentalisés les espoirs et les religions des peuples, en faisant de simple marionnettes de propagande servant à justifier leurs crimes contre l'humanité. L'idolâtrie des puissants exige toujours plus de victimes pour accroître leur puissance. Hélas, le nouveau temple sera érigé sur les cendres de notre civilisation.

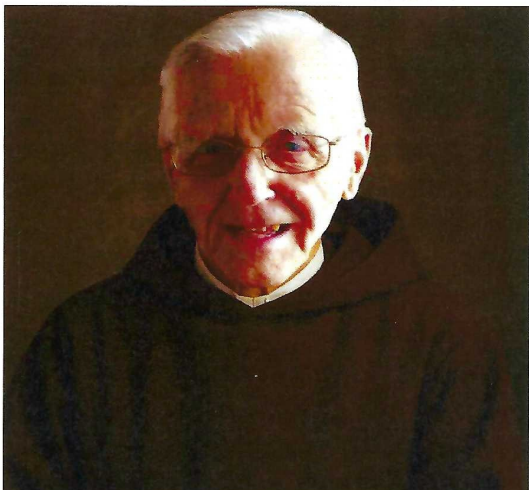
Pourtant, il y a quelque chose de sublime en chaque être humain qui détruit tous ceux et celles qui outragent ce sanctuaire de paix et de dignité. Autrefois, dans les

temps immémoriaux, avant les grandes religions, il y avait bien quelque chose de sublime que chacun pouvait ressentir en regardant un coucher de soleil, une transcendance et un espoir tenace qui permettaient d'affronter toutes les peines de manière solidaire et altruiste. Cette force d'amour et de paix est toujours présente, même si on la tue à chaque fois que nous détruisons l'harmonie du monde pour satisfaire nos caprices de consommateurs avides de nouveauté. Quand la laisserons-nous guider nos pas ? Quand cesserons-nous de croire les mensonges de la propagande guerrière ? Quand apprendrons-nous à vivre comme des humains ?

Yves Carrier

Dans ce numéro :

Jacques Bélanger	2-3
Havard dans le trouble	4-5
L'aide humanitaire ???	6-7
Ehud Olmert explose	8-9
La pensée économique et politique révolutionnaire du pape François	10-11
Des nouvelles du CAPMO	16



**Frère Jacques Bélanger, capucin
1933-2025**

Le frère Jacques Bélanger est né le 1^{er} novembre 1933, à Saint-Jean-de-Dieu (Rimouski) de Florence Morency et Edmond Bélanger, cultivateurs. Dernier d'une famille de 16 enfants, il fut baptisé sous le prénom de Toussaint. Pour ses études primaires, il fréquenta une école de rang à Saint-Jean-de-Dieu jusqu'en 5^e année et l'école du village voisin, Saint-Médard, jusqu'en 8^e année. De 1947 à 1952, il fit son cours classique au Collège séraphique d'Ottawa.

Toussaint entra au noviciat des Capucins le 14 août 1953 et reçut le nom de frère Jacques-Alain de Saint-Jean-de-Dieu. Il fit la première profession le 15 août 1954 et sa profession perpétuelle, le 15 août 1957. Il étudia la philosophie à la Maison d'études des Capucins de Pointe-aux-Trembles, de 1954 à 1957, et la théologie à Ottawa, de 1957 à 1961. Il fut ordonné prêtre le 11 février 1961 par Monseigneur Lemieux, archevêque d'Ottawa. Il poursuivit ses études à l'Université grégorienne de Rome de 1961 à 1964 et obtient une licence en théologie, spécialisation en spiritualité.

Il occupa plusieurs responsabilités importantes au sein de l'Ordre : professeur de théologie spirituelle à Ottawa de 1964 à 1967; maître des novices à Cacouna de 1967 à 1971 et aussi à Lac-Bouchette dans les années 2000; ministre provincial de 1972 à 1979 et de 1993 à 1999; maître de formation à Québec de 1979 à 1982. Le 11 juin 1982, il fut élu Conseiller général lors du Chapitre général des Capucins tenu à Rome, avec un mandat plus spécial pour la partie francophone de l'Ordre. Il se consacra à cette charge jusqu'en 1988.

Entre ses différentes responsabilités, le frère Jacques œuvra en milieu populaire dans le quartier St-Jean-Baptiste à Québec et en paroisse dans le diocèse de St-Jean-Longueuil. Il collabora à l'Ermitage Saint-Antoine de Lac-Bouchette de 2000 à 2007.

...

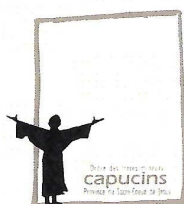
...

Le frère Jacques fut ensuite nommé de famille à la fraternité de Limoilou à titre de responsable de l'accompagnement des frères profès temporaires de la province. De retour à Montréal en 2014, il devint collaborateur au Sanctuaire du Sacré-Cœur et de Saint-Padre-Pio jusqu'en mars 2017, moment où il se retira du ministère pour des raisons de santé. Il vivait à la Résidence de LaSalle, Laval depuis novembre 2018.

Sa délicate attention qui caractérisait sa personnalité recherchait toujours la croissance humaine et spirituelle des personnes qu'il accompagnait. Il démontrait ainsi des qualités pastorales hors du commun. La prudence de son jugement et la capacité de voir les différentes implications d'une décision l'ont inspiré à s'entourer de collaborateurs qualifiés pour les services d'animation et d'administration qui relevaient de ses fonctions. Il portait une attention spéciale aux petits et démunis de la société principalement en accompagnant plusieurs organismes communautaires. Il possédait le don particulier d'écoute compatissante et d'accompagnement spirituel pour des personnes issues de divers horizons.

Par ses engagements et ses prédications, il cherchait à sensibiliser le monde religieux aux questions de justice sociale. C'est ainsi que durant le temps de son provincialat, il fut l'un des initiateurs du Comité de justice sociale à la Conférence religieuse canadienne, région du Québec.

Frère Jacques est décédé le 11 mai 2025 à Laval. Sa dépouille sera exposée à la Chapelle de la Réparation (3650, de la Rousselière, Montréal) le 15 mai de 13h30 à 16h30, puis de 18h à 21h avec un temps de prière à 19h. À nouveau exposé le lendemain 16 mai dès 9h, ses funérailles suivront au même endroit à 11h.



La croisade de Trump contre Harvard : comment le président instrumentalise le pouvoir de l'État ?

Par Natalia Souto* – Mundiario

Others News, 29 mai 2025

Au moyen de coupes budgétaires de plusieurs millions de dollars, de menaces réglementaires et d'accusations idéologiques, le président américain cherche à subvertir l'autonomie des universités et à façonner le paysage éducatif selon ses propres critères.

La tension croissante entre l'administration du président américain Donald Trump et l'Université Harvard a atteint un nouveau point culminant. Dans ce qui s'annonce comme une tentative sans précédent d'intervention du gouvernement_ dans la vie universitaire, le président a ordonné l'annulation de tous les contrats fédéraux avec Harvard, une mesure qui pourrait entraîner une perte immédiate d'environ 100 millions de dollars, et menace de retirer 3 milliards de dollars supplémentaires de fonds fédéraux.

Même si le coup économique ne met pas en péril la stabilité financière de l'université – qui dispose d'un fonds de dotation de 53 milliards de dollars – le message politique est clair : quiconque remet en question le programme trumpiste en paiera le prix fort.

La racine de ce conflit ne réside pas seulement dans la sphère économique, mais aussi dans une série de désaccords idéologiques et juridiques qui couvent depuis des mois. Depuis que Harvard a refusé de coopérer avec le groupe de travail sur l'antisémitisme de l'administration Trump dans sa tentative de

modifier les conditions d'admission ou d'embauche de l'université, la Maison Blanche a intensifié ses attaques publiques et institutionnelles contre l'institution. Selon le président, l'université pratique une « discrimination raciale systémique » en maintenant des politiques d'inclusion et de diversité, et « tolère également l'antisémitisme » en autorisant les manifestations propalestiniennes sur son campus.

Cette confrontation, qui fait écho à la lutte culturelle qui fait rage aux États-Unis, s'est aggravée avec la récente décision de la Maison Blanche de bloquer l'inscription des étudiants internationaux à Harvard. Un ordre qui, s'il avait été appliqué, aurait laissé plus de 6 800 étudiants étrangers dans un vide juridique, provoquant l'inquiétude des milieux universitaires et diplomatiques. La mesure a été temporairement suspendue par un juge fédéral, mais le procès se poursuit, reflétant à quel point l'autonomie des universités est remise en cause par l'appareil d'État.

L'offensive contre Harvard s'articule également sur un plan rhétorique. Trump accuse l'institution d'opérer selon des critères « wokes », un concept qui, dans son discours, englobe toute action qui promeut la diversité, la justice raciale ou les droits des minorités. Il a même critiqué la *Harvard Law Review*, la prestigieuse revue juridique dirigée par des étudiants, d'avoir prétendument donné la priorité à « des points de vue idéologiques » dans la sélection des auteurs et du contenu.

L'une des allégations les plus controversées vient du Département de la sécurité intérieure, qui a lié Harvard à des « activités coordonnées par le Parti communiste chinois », affirmant que l'université « facilite la formation d'individus prétendument impliqués dans le génocide ouïghour ». En outre, le gouvernement exige l'accès aux données personnelles des étudiants étrangers, ainsi qu'aux enregistrements audio et vidéo de ceux qui ont participé à des activités « suspectes ». De telles demandes ont été interprétées comme une grave atteinte à la vie privée et à l'autonomie institutionnelles.

Du côté de l'administration de Harvard, le président Alan Garber a réagi avec prudence, soulignant l'importance des recherches que l'université mène avec des fonds fédéraux, dans des domaines allant de la santé publique à la science de l'énergie. Dans une interview accordée à NPR, Garber a souligné que la question clé n'est pas à quel type d'institution les fonds sont alloués, mais plutôt la valeur qu'un tel investissement génère pour le pays. « Les retombées pour la société américaine ont été énormes », a-t-il déclaré.

Ce qui est en jeu dans cette joute transcende les intérêts de Harvard. L'attaque de Trump soulève des

questions sur les limites du pouvoir de l'État à intervenir dans les universités et rouvre le débat sur l'utilisation partisane de l'appareil fédéral à des fins idéologiques. En fin de compte, ce qui est discuté n'est pas seulement le modèle éducatif, mais le concept même de liberté académique, de pluralisme et de diversité dans la vie universitaire américaine.

Pendant ce temps, les étudiants internationaux, les professeurs et la communauté scientifique continuent d'être les victimes collatérales d'une stratégie qui semble davantage axée sur la punition d'un symbole du libéralisme universitaire que sur la résolution des problèmes de l'antisémitisme. Dans sa tentative de façonner l'enseignement supérieur à son image, Trump teste non seulement la résilience de Harvard, mais aussi la capacité du système démocratique de protéger ses institutions de l'autoritarisme déguisé en politique culturelle.

**Natalia Souto, collaboratrice de MUNDIARIO, est une analyste de l'actualité politique et sociale.*



Le bras humanitaire du génocide à Gaza

Par María Teresa Felipe Sosa* – Diario Red

Other News, 3 juin 2025

Face au cynisme de ceux qui tentent de redéfinir l'humanitarisme dans des paramètres coloniaux, il appartient à la communauté internationale et aux peuples du monde de faire entendre leur voix. Car on ne peut rester neutre face à un génocide. Car le silence tue aussi.

Au cœur du siège brutal de la bande de Gaza, où l'État sioniste d'Israël mène un génocide méthodique et soutenu contre le peuple palestinien, une nouvelle farce a été lancée : la *Fondation humanitaire pour Gaza* (GHF). Présentée comme une alternative d'aide « neutre », cette organisation n'est rien d'autre qu'une extension de la machine d'occupation et d'extermination, ouvertement soutenue par Israël et les États-Unis, dont l'objectif est de supplanter les Nations Unies et de manipuler l'aide humanitaire au service d'intérêts coloniaux.

Loin de représenter une solution à la crise humanitaire dévastatrice, le GHF n'est qu'un rouage de plus dans l'appareil de punition collective. Dès ses premiers jours d'opérations, il a laissé une traînée de sang palestinien : au moins dix personnes ont été tuées et plus de soixante blessées alors qu'elles tentaient désespérément d'atteindre l'un de ses centres de distribution à Rafah. Aujourd'hui, le bilan dépasse les 52 morts et 350 blessés. Les images sont irréfutables : faim, chaos, désespoir et répression. Alors que les porte-parole israéliens parlent de « tirs en l'air », des témoignages de Gaza confirment que les soldats tirent directement sur des civils affamés qui tentent de se procurer de la nourriture.

Ce qui devait être de l'aide est arrivé escorté par des éclats d'obus.

La genèse de cette fondation obéit à une logique perverse : elle a été créée en réponse aux accusations (jamais prouvées) selon lesquelles les Nations Unies détournent l'aide vers le Hamas. Au lieu de renforcer les mécanismes humanitaires existants, soumis à un contrôle international, Israël a choisi d'ériger une structure parallèle, privée et opaque, subordonnée à des intérêts militaires. Jack Wood, son premier directeur, ancien officier américain, a démissionné avant de prendre ses fonctions, déclarant que ce projet violait les principes humanitaires fondamentaux.

Humanitarisme ou ingénierie de contrôle ?

Une organisation créée sous les directives de l'armée d'occupation peut-elle être considérée comme humanitaire ? Un mécanisme imposé par ceux qui ont bombardé des hôpitaux, assassiné des travailleurs humanitaires et systématiquement bloqué l'entrée de l'aide peut-il être accepté comme une solution ? La réponse est claire : non. Le GHF manque non seulement de neutralité, mais il participe activement au problème. C'est un instrument de contrôle démographique, de déplacement forcé et d'assujettissement collectif.

Israël, avec le soutien honteux et inconditionnel des États-Unis, tente désormais de redorer son blason avec cette initiative privée, financée par des fonds douteux et dénuée de toute transparence. Le GHF affirme avoir reçu plus de 100 milliards de dollars promis par un État européen qui préfère se réfugier dans l'ombre de la diplomatie. Comment ne pas interpréter cela comme une opération de guerre secrète ?

Ce qui se passe n'est pas une crise humanitaire : c'est un génocide télévisé, froidement administré par une puissance occupante qui ne se contente pas de tuer depuis les airs, mais cherche aussi à contrôler la nourriture, l'eau et même l'oxygène. Gaza n'a pas besoin d'entreprises privées en uniforme militaire. Gaza a besoin de la fin du génocide, de l'ouverture de véritables couloirs humanitaires et du respect du droit international.

Le silence tue aussi

Il ne s'agit pas d'une tragédie accidentelle. Il s'agit d'un génocide rationalisé, systématique, visible et pourtant toléré. Un génocide où la distribution alimentaire devient un outil de réorganisation de la population. Le GHF n'est pas un projet philanthropique raté : c'est une opération politique déguisée en aide humanitaire. C'est la version néolibérale et privatisée de l'occupation. À ce titre, il doit être dénoncé et fermé.

Le peuple palestinien n'a pas besoin de nouvelles structures pour gérer ses souffrances. Il a besoin de justice. Il a besoin de dignité. Il a besoin d'une vie libre, pas de vivre dans des boîtes de nourriture sous les tirs.

Face au cynisme de ceux qui tentent de redéfinir l'humanitarisme dans des paramètres coloniaux, il appartient à la communauté internationale et aux peuples du monde de s'exprimer. Car nous ne pouvons rester neutres face au génocide. Car le silence tue aussi.

**María Teresa Felipe Sosa (La Havane) est titulaire d'une licence en histoire de l'art de l'Université de La Havane. Elle évolue dans les médias depuis sa jeunesse, débutant à la radio avant de consolider sa carrière comme rédactrice en chef chez Tele Rebelde jusqu'en 2024. Elle a suivi des formations en sémiotique, montage audiovisuel et narration sportive, qui complètent son expérience en création de contenu.*



L'ANCIEN PREMIER MINISTRE EHUD OLMERT EXPLOSE : « ISRAËL COMMET DES CRIMES DE GUERRE À GAZA »

Par Francisco Carrión* – El Independiente

Site Others News, 28 mai 2025

Ces mots ne viennent pas d'un militant international ou d'un procureur de la Cour pénale internationale. Ils viennent de l'un des hommes qui occupait autrefois le fauteuil de Premier ministre israélien, où siège désormais Benjamin Netanyahu. Dans un éditorial cinglant publié mardi par *Haaretz*, l'ancien Premier ministre israélien Ehud Olmert rompt son silence et lance une accusation de grande envergure : « Israël commet des crimes de guerre. »

« On ne peut pas non plus ignorer ce qui se passe dans certaines unités militaires israéliennes, notamment les forces spéciales, où servent les soldats les plus brillants et les plus audacieux. Il y a eu trop d'incidents de tirs cruels contre des civils, de destruction de biens et de maisons, même lorsque cela ne devrait pas se produire. Il y a trop de pillages et de vols dans les maisons, dont les soldats israéliens se sont souvent vantés. Certains sont même allés jusqu'à publier leurs méfaits sur Internet », écrit Olmert, prédécesseur de Netanyahu à la tête du gouvernement.

« Les Israéliens commettent des crimes de guerre. Je ne partage pas l'opinion de l'ancien chef d'état-major Moshe Yaalon, qui affirmait qu'Israël se livrait à un nettoyage ethnique. Mais nous approchons du point où il sera indéniable que c'est le résultat inévitable des agissements du gouvernement, de l'armée et de nos courageux soldats », a-t-il ajouté.

Dans une chronique qui ébranle les fondements du discours officiel israélien, Olmert lance un acte d'accusation dévastateur contre la guerre à Gaza, qu'il qualifie de « dénuée de sens, sans but et sans aucune chance de succès ». Le gouvernement israélien mène actuellement une guerre absurde, sans objectifs clairs ni plan, et sans aucune chance de succès. Jamais depuis sa création, l'État d'Israël n'avait mené une guerre pareille. La bande criminelle dirigée par Benjamin Netanyahu a également créé un précédent dans l'histoire d'Israël en ce domaine.

Sur un ton amer, l'ancien dirigeant admet avoir défendu pendant des mois les actions de l'armée israélienne dans la bande de Gaza, même face à de vives critiques internationales. « J'ai rejeté l'accusation de crimes de guerre et admis la seconde : l'indifférence envers les victimes », écrit-il.

Mais maintenant, il a changé d'avis. Et il le fait avec une accusation qui ne laisse place à aucune interprétation : « Ces dernières semaines, je ne peux plus le faire. Ce que nous menons actuellement à Gaza est une guerre de dévastation : le meurtre aveugle, illimité, cruel et criminel de civils. Nous ne le faisons pas parce que nous avons perdu le contrôle d'un secteur spécifique, ni à cause de l'exposition disproportionnée de certains soldats d'une unité. C'est plutôt le résultat d'une politique gouvernementale dictée en toute connaissance de cause, avec malveillance, malveillance et irresponsabilité. Oui, Israël commet des crimes de guerre. »

Politique de lutte contre la faim

Olmert décrit ce qu'il appelle une politique délibérée de famine. « Oui, nous refusons à la population de Gaza de la nourriture, des médicaments et des produits de première nécessité dans le cadre d'une politique explicite », a-t-il déclaré. Selon lui, cette stratégie est ouvertement promue par des « laquais » du gouvernement Netanyahu qui se vantent d'affamer une population qu'ils considèrent comme complètement identifiée au Hamas. « Plus de deux millions de personnes, exterminables sans limites morales », résume-t-il.

« D'abord, affamer Gaza. Sur cette question, la position des hauts responsables du gouvernement est publique et claire. Oui, nous refusons à la population de Gaza de la nourriture, des médicaments et des produits de première nécessité dans le cadre d'une politique explicite. Netanyahu, comme d'habitude, tente de dissimuler le type d'ordres qu'il a donnés, afin d'échapper à toute responsabilité légale et pénale en temps voulu. Mais certains de ses laquais le disent ouvertement, en public, et même fièrement : oui, nous allons affamer Gaza. « Étant donné que tous les habitants de Gaza sont membres du Hamas, il n'y a aucune limite morale ou opérationnelle à leur extermination – plus de deux millions de personnes », dit-il.

Réaction internationale

L'avertissement ne reste pas interne. Olmert met en garde contre une grave détérioration des relations avec les alliés traditionnels tels que la France, le Royaume-Uni et l'Italie. Il cite une conversation récente avec Emmanuel Macron, qu'il décrit comme un « ami d'Israël » : « Nous combattons avec vous contre vos ennemis sous ma direction, et vous m'accusez de soutenir le terrorisme », aurait déclaré le président français, visiblement indigné.

Olmert prévient que les alliés ne croient plus au discours d'autodéfense. Ils ont entendu les voix de Gaza. Ils voient la souffrance de centaines de milliers de civils. Ils se rendent compte de l'évidence : les ministres israéliens... mènent une politique de

famine et de pression humanitaire, aux conséquences potentiellement catastrophiques.

« L'ennemi intérieur »

Pour Olmert, les dommages ne sont pas seulement internationaux. Dans ce qui est peut-être le coup le plus dur porté à son propre pays, il affirme que le gouvernement actuel – formé par Netanyahu, Bezalet Smotrich et Itamar Ben-Gvir – a causé plus de dommages à Israël que n'importe quel ennemi étranger au cours de ses 77 ans d'histoire. « Il a déclaré la guerre à l'État et à ses habitants. »

Il critique sévèrement la répression contre les Palestiniens en Cisjordanie, où « les jeunes des collines commettent des crimes en toute impunité », et accuse les dirigeants des colons comme Yossi Dagan d'inciter au génocide. Il dénonce également les actes de pillage, les meurtres de civils et les abus commis par les unités d'élite de l'armée israélienne. « Les Israéliens commettent des crimes de guerre », réitère-t-il sans détour.

Un dernier avertissement

L'article se conclut par une phrase lapidaire : « Il est temps d'arrêter, avant que nous soyons expulsés de la famille des nations et convoqués devant la Cour pénale internationale pour crimes de guerre, sans défense adéquate. Assez. »

Avec sa lettre publique, Olmert ne se contente pas de prendre ses distances avec le gouvernement. Cela alimente la vague croissante de condamnations internationales et remet en question le récit officiel à un moment où Israël fait face à une enquête ouverte à La Haye. Un signe clair que, même parmi son propre peuple, la légitimité de cette guerre commence à se fissurer.

**Francisco Carrión est journaliste multimédia.*

La pensée économique et politique révolutionnaire du Pape François

Juan José Tamayo, El Pais, 23 avril 2025

Pendant les douze ans de son pontificat, le Pape François a démontré être un leader moral international dans une époque où la morale fait par ailleurs souvent défaut, tant sur le plan politique et économique que religieux et social. Il a mené à terme une des transformations les plus importantes du catholicisme dans le domaine de la doctrine sociale de l'Église, caractérisée par une pensée socio-économique, politique et écologique révolutionnaire, qui a été au-delà de la sociale démocratie et reste en pleine syntonie avec les partis de la gauche radicale et les économistes qui proposent des modèles économiques alternatifs.

François a constitué un important frein pour les collectifs fondamentalistes et intégristes au sein du christianisme, aux tendances sociales et culturelles réactionnaires, aux organisations politiques ultra-néolibérales et aux partis politiques d'extrême-droite. C'est pourquoi les dirigeants de ces organisations lancèrent contre lui toutes sortes d'insultes et de fausses accusations.

Je vais m'efforcer de vous le démontrer au travers de la lecture des trois encycliques les plus originales et en rupture avec les pontificats antérieurs : *Evangelii Gaudium* (La Joie de l'Évangile) publié en 2013, *Laudato Si*, (Louez sois-Tu!) publié en 2015 sur le soin de la Maison commune et *Fratelli tutti*, sur la Fraternité et la charité sociale de 2020.

La Joie de l'Évangile est l'une des critiques les plus sévères du capitalisme dans sa version néolibérale, qu'il qualifie d'injuste dans son principe même. En

elle, il dénonce « la mondialisation de l'indifférence », qui nous rend « incapables de nous émouvoir devant les clameurs des autres » et de pleurer devant « les drames des autres », et « l'anesthésie que provoque la culture d'une vie confortable ». François critique sévèrement la culture du jetable qui considère les personnes et les collectifs exclus comme des déchets et des populations de trop que l'on peut laisser mourir sans miséricorde.

François coïncide dans cette critique avec le politologue Achille Mbembe qui parle de la nécropolitique (politique de mort) comprise comme la capacité de tous les pouvoirs coalisés pour décider qui doit vivre et qui doit mourir. Il interprète la crise comme le résultat d'un capitalisme sauvage dominé par la logique du bénéfice à n'importe quel prix et il prononce quatre « non » qui devraient faire trembler les ciments du système capitaliste par sa radicalité : non à une économie de l'exclusion et de l'iniquité qui utilise l'être humain comme un bien de consommation, que l'on peut utiliser, jeter et tuer, non pas de manière métaphorique, mais réellement; non à la nouvelle idolâtrie de l'argent qui se manifeste dans le fétichisme de la propriété et dans la dictature de l'économie sans visage humain, qui nie la primauté de l'être humain et nous soumet « aux intérêts du marché divinisé, convertis en règles absolues »; non à l'argent qui gouverne le monde au lieu de servir et qui considère l'éthique comme contre productive; non à l'iniquité qui est la racine des maux sociaux, engendre la violence et possède un fort potentiel de mort.

Mais ses critiques au néolibéralisme ne débouchent pas sur le pessimisme, sinon sur des propositions économiques et politiques alternatives. Son modèle économique est guidé par le bien commun. François comprend la politique comme la capacité de réformer les institutions, de dépasser les pressions oligarchiques et de générer des bonnes pratiques de justice et d'équité. En ce sens sa syntonie avec les mouvements populaires est totale. Il a tenu plusieurs rencontres avec eux dans différents contextes et il a fait siennes les revendications des 3T : « Toit, Terre et Travail ».

L'écologie fut dès le début une autre de ses options fondamentales. Il a été le premier pape de l'histoire du christianisme qui a écrit une encyclique sur la crise écologique et les réponses que nous pouvons y apporter : *Laudato Si* (Louez sois-Tu!). Il y critique l'anthropocentrisme moderne qui considère l'être humain comme le propriétaire et le maître absolu de la nature. La critique s'étend à l'anthropologie chrétienne pour avoir transmis « un rêve prométhéen sur le monde qui provoque l'impression que le soin de la nature est une occupation pour les faibles. » Et non seulement cela, mais elle contribue à la dépravation de la nature. Bienveillance et citoyenneté vont de pair. La bienveillance doit se traduire dans le soin de la nature en reconnaissant sa dignité et ses droits. La citoyenneté consiste à reconnaître les mêmes droits et la même dignité à toutes les personnes, peu importe leurs origines, leur classe sociale, leur ethnie, leur culture, leur religion, leur genre, leur identité sexuelle, etc.

François comme alternative d'un nouveau modèle de vie éco-humaine et un modèle de développement soutenable et intégral et il souligne la relation inséparable entre l'écologie et l'anthropologie : « Il n'y a pas d'écologie sans anthropologie », écrit-il. La dégradation environnementale et la dégradation

humaine vont à l'unisson et la lutte contre elles sont inséparables.

L'encyclique *Fratelli tutti* est, selon moi, l'une des meilleures analyses critiques des ombres menaçantes qui s'avancent sur notre monde, ce que François définit comme un « monde fermé », sans un projet libérateur pour tous les êtres humains et la nature, avec « une globalisation et un progrès sans direction commune », « sans dignité humaine aux frontières ». Ce monde se caractérise par la soumission des peuples et la perte de l'estime personnelle par amour aux nouvelles formes de colonialisme, par une mentalité xénophobe envers les immigrants, par une culture au service des puissants, une fièvre de consommation et la spéculation financière et la spoliation, « où les pauvres sont ceux qui perdent toujours. (n.53)»

Avec une grande rigueur qui questionne la rationalité économique orthodoxe, François produit une critique déterminante du néolibéralisme. Il démasque cette fausse croyance qu'on veut imposer à l'humanité, selon laquelle le marché à lui seul peut tout régler. Rien n'est plus loin de la réalité. Le marché créé plus de problèmes qu'il en règle, le plus important étant celui de l'augmentation des inégalités. Recourant au langage religieux, François nomme cette croyance « le dogme de la foi néolibérale » et il la qualifie de pensée pauvre et répétitive puisqu'elle propose toujours le même remède, peu importe la situation. Il souligne l'étroitesse des recettes dogmatiques de la théorie économique néolibérale et il critique les ravages que produit la spéculation financière dont la fin fondamentale est le profit facile.

Traduit de l'espagnol par Yves Carrier

Des nouvelles du CAPMO

Brunch du CAPMO

Dimanche 15 juin de 9 h à 12 h au Centre Durocher

680 rue Raoul-Jobin à Québec

Soirée mensuelle du CAPMO

Le Théâtre de l'opprimé

18 septembre 2025, 18 h 30 au 2ème étage du 435 rue du Roi à Québec

Assemblée générale du CAPMO

Samedi 20 septembre de 9 h 30 à 15 h 30

2ème étage du 435 rue du Roi à Québec

Activités associées à la Marche mondiale des femmes à Québec

Ateliers, kiosques interactifs, conférences

Vendredi 17 septembre au Patro Laval de 9 h à 17 h

Soirée mensuelle du 23 octobre 2025

2ème étage du 435 rue du Roi à Québec

Sujet à confirmer....